

Communiqué de presse

Droit de réponse à l'UPLD

Dans un communiqué publié en page 11 des Nouvelles de Tahiti ce jeudi 31 mai, l'UPLD m'interpelle nommément en réponse à l'un de mes communiqués précédents, dans lequel aucun parti n'était cité, mais où l'UPLD semble s'être reconnue parmi les « éléphants politiques » responsables de la situation actuelle du Fenua.

Etant apostrophée à plusieurs reprises, je vous prie en conséquence de publier intégralement le présent droit de réponse, y compris ce préambule.

Je rappelle que je ne représente pas l'UMP au fenua. Je réponds donc en mon nom personnel et au nom de celles et ceux qui me témoignent leur confiance tous les jours sur le terrain. Il revient aux représentants officiels de l'UMP de réagir au nom de ce parti s'ils le souhaitent.

Quand au fond et à ce qui intéresse réellement les polynésiens, l'UPLD se présente encore comme victime et tente de nous faire croire que l'origine de tous nos problèmes, et en particulier l'instabilité chronique de ces dernières années et les taxes qui étouffent les polynésiens, seraient à rechercher en métropole à 22 000 kms de Tarahoi.

Selon l'UPLD, l'Etat français ou l'UMP seraient responsables de la guerre des chefs à laquelle nous ont habitué les dirigeants du Fenua et de leur incapacité à constituer des gouvernements et des majorités stables !?

L'Etat ou l'UMP seraient par exemple responsables du pacte Flosse-Temaru du 7/7/7 qui a renversé en Octobre 2007 le gouvernement de l'époque, puis réinstallé début 2008 M. Flosse à la Présidence _pour 40 jours_ à contre-courant complet du choix des électeurs lors des élections territoriales qui venaient de se tenir ? Et c'est encore l'Etat ou l'UMP qui auraient empêché les gouvernements successifs de définir des projets de développement pertinents pour le Pays, et de mobiliser les crédits pourtant disponibles dans le cadre du contrat de projets, notamment pour l'eau, l'assainissement et le logement social ?

(Avant-hier, on m'expliquait encore que 99% des fonds disponibles en 2012 pour le logement social n'étaient pas consommés et que cette situation inacceptable avait épuisé l'enthousiasme de plusieurs haut-commissaires.)

Les électeurs polynésiens parfaitement informés du passé et qui en paient malheureusement les pots cassés, répondront par leur vote du 2 juin à ces questions vitales posées par l'UPLD...

Pour ma part, je préfère me projeter dans l'avenir afin que le 2 juin soit la 1ere étape d'un renouvellement politique avec moins de rivalités dévastatrices, plus de méthode et de sérieux et surtout un meilleur respect des attentes des polynésiennes et des polynésiens. Que le scrutin des 2 et 16 juin rétablisse la dignité de la Polynésie française et affirme une nouvelle voix polynésienne à l'Assemblée Nationale, engagée pour la justice et la santé pour tous, l'égalité des chances devant l'emploi, le développement de filières économiques basées sur nos ressources.



Nous devons, nous pouvons travailler dans un partenariat constructif avec l'Etat, sans agressivité d'un autre âge et en assumant nos responsabilités.

Je suis au moins d'accord sur un point avec le communiqué de l'UPLD, c'est que la Président de la République François Hollande et son gouvernement (dont l'actuel Ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian et l'actuelle ministre de la fonction publique Marylise Lebranchu sont mes anciens collègues au Conseil Régional de Bretagne) sont tout disposés à travailler avec les élus de la Polynésie française et en particulier les 3 députés élus les 2 et 16 juin prochains, de quelque bord qu'ils soient, et que leur écoute dépendra de la qualité de nos projets, de notre éthique, de notre dynamisme, de notre compétence et de notre sérieux, et non de notre rattachement à tel ou tel parti local....

C'est le sens de ma candidature aux législatives dans la 1ere circonscription (îles Marquises, Tuamotu, Gambier, Moorea, Maiao, Papeete, Arue, Pirae)

Députée, j'affirmerai cette voix polynésienne nouvelle nécessaire au financement de notre développement au Fenua.

Députée, je travaillerai afin que la Polynésie française trouve toute sa place dans la politique nationale, européenne et internationale de la France.

